

L'EXODE DORÉ DES SENIORS FRANÇAIS

Ils ne partent plus seulement pour des raisons fiscales ou pour se réchauffer au soleil, du Maroc au Portugal, mais pour préserver leur pouvoir d'achat ou parce qu'ils ne supportent plus de vivre en France. Un phénomène nouveau, qui s'amplifie, et qui pèse aussi sur notre taux de croissance.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX VÉRONIQUE GROUSSET (TEXTE) ET JEAN-ÉRIK PASQUIER (PHOTOS)

Marie-Carmen, 69 ans, et Jean-Louis, 73 ans, mariés depuis 48 ans, se disent profondément heureux de s'être expatriés à Agadir. Mais ce type de décision n'est pas pour tout le monde.

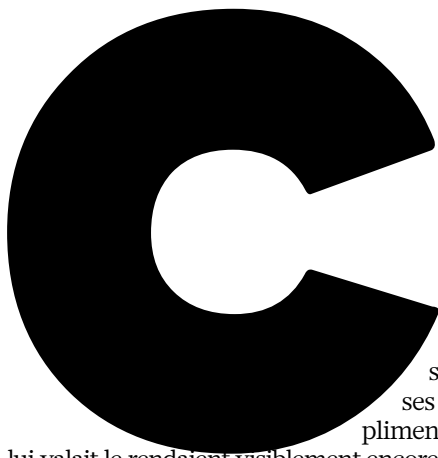


DES LOISIRS DE LUXE, DIX FOIS MOINS CHERS QU'EN FRANCE

Sur le golf royal d'Agadir, en début d'après-midi. C'est aussi pour son climat - « ni trop froid l'hiver, ni trop chaud l'été » - que de nombreux retraités français ont choisi cette cité côtière très aérée où ils peuvent aussi faire du bateau, de la randonnée ou du tennis.



Les retraités français sont souvent assez nombreux pour s'organiser en communautés soudées.



e soir-là, Jean-Louis avait cuisiné une paella succulente pour ses amis et les compliments justifiés qu'elle

lui valait le rendaient visiblement encore plus heureux que d'habitude, ce qui n'est pas peu dire dans son cas. Lorsque nous l'avions rencontré la veille, assis sur un pliant dans l'ombre d'un patio, en blouse blanche éclaboussée de taches de peinture, seul devant un petit tableau qu'il était en train d'achever, nous étions restés saisis un instant par son image, parfaite incarnation du bonheur. Une impression qui ne fit que s'amplifier par la suite. A le voir, à l'écouter et à le suivre dans ses multiples activités quotidiennes, on ne croirait jamais que ce petit homme de 73 ans, ancien technicien dans l'aéronautique, s'est installé à Agadir il y a huit ans pour raisons de santé : un AVC qui l'a chassé de sa propriété en Sologne, devenue trop froide et humide pour lui.

Ici, Jean-Louis fait mieux que revivre : il « adore » sa nouvelle vie. Au point d'avoir à se forcer pour rentrer en France – deux ou trois mois par an seulement, au plus fort de l'été, quand la chaleur et la foule s'emparent d'Agadir – « *histoire des occuper un peu du jardin, mais surtout pour voir les enfants et les petits-enfants* ». La réussite exemplaire de son exil en compagnie de son épouse Marie-Carmen, 69 ans, n'avait pourtant rien d'évident. A la différence des quelque 60 % de retraités fran-



Venue en vacances à Agadir en 2006, Denise, 66 ans, n'en est plus jamais repartie ; et elle s'en félicite chaque jour.

çais qui ont choisi le Maghreb parce qu'ils y ont longtemps travaillé (expatriés, militaires, enseignants) ou parce qu'ils y sont nés (pieds-noirs, immigrés naturalisés français), ce couple uni depuis quarante-huit ans n'avait en effet aucun lien particulier avec le Maroc, encore moins avec sa culture. Jean-Louis et Marie-Carmen auraient donc pu faire partie de ceux qui s'y sentent en transit, tel Jean-Philippe, 66 ans, ex-directeur dans le BTP, « *très heureux de vivre ici* » mais aussi très conscient de tout ce qui lui manque : « *La vie européenne et son animation culturelle. L'invisibilité des religions, quelles qu'elles soient. Le silence de la laïcité. La mixité tranquille.* »

Longtemps choisi par les retraités français pour son climat, son faible coût de la vie et le fait qu'on y parle leur langue (ce qui est de moins en moins vrai depuis que les jeunes ne l'apprennent plus à l'école ni au collège), le Maroc est en effet de plus en plus islamisé. Dans une ville de province telle qu'Agadir, les femmes voilées sont largement →

BEAUCOUP ONT FUI "L'AMBIANCE DÉTESTABLE QUI RÉCNE EN FRANCE"



Denise et Amina au souk alimentaire d'Agadir. Pour moins de 3 €, elles en repartiront avec 6 à 7 kilos de fruits et légumes.



Christian, 73 ans, n'a pas hésité à se convertir à l'islam pour pouvoir épouser Amina, 41 ans.

—> majoritaires dans les rues et les couples franco-marocains, souvent regardés de travers. La crainte d'un printemps arabe ou d'une vague d'attentats terroristes obsède en conséquence la communauté des retraités français, forte d'au moins 6 000 résidents et « hirondelles » (six mois ici, six mois en France, donc non résidents et non décomptés dans les statistiques) rien que pour la région d'Agadir. Signe des temps : la plupart des nouveaux arrivés avouent ainsi avoir « un pied dedans, un pied dehors » et préfèrent désormais louer leur logement plutôt que d'en acheter un, « parce qu'il est plus facile de partir avec une valise que d'avoir à vendre une maison », ainsi que le résume Christian, 73 ans, pourtant remarié à une Marocaine mais « convaincu qu'une révolution arabe aura forcément lieu ici aussi ; trop de chômage, trop de misère ».

Résultat de cette inquiétude, les prix de l'immobilier baissent. A la vente comme pour les locations, y compris dans

des quartiers aussi huppés que celui de Danièle, qui paie 800 € par mois pour une très jolie villa à deux pas de la mer « alors que le propriétaire marocain en demandait 1 200 l'an dernier », et qui en connaît une autre dans sa rue dont le loyer est carrément passé en deux ans de 900 à 300 € par mois. Denise, 66 ans, loue pour sa part, et depuis des années, un 105 m² pour 350 € par mois ; mais il y a encore moins cher et nous avons rencontré plusieurs couples de retraités qui nous ont affirmé vivre « très confortablement, sans se priver de rien, pour moins de 1 500 € par mois, tout compris ».

« **C'est devenu la première de leurs motivations** », constate Denise, installée ici depuis 2006 et parfaitement au courant de l'évolution du profil des expatriés en sa qualité de permanencière de l'UFE locale (Union des Français de l'étranger, une amicale qui permet de se renseigner et de participer à de nombreuses activités). « Certains perçoivent une retraite si modeste qu'ils étaient exonérés d'impôts en France alors qu'ils en paient un peu ici, mais le coût de la vie fait quand même la différence pour eux. » Quelques exemples de prix ? Une bouteille de gaz, suffisante pour trois mois de cuisine ou de chauffage : 4,10 €. Un petit déjeuner complet, « qui vous cale pour la journée », avec orange pressée, café à volonté et soupe de céréales au miel : 2 €. Un tagine le soir : 3 €. Une heure de ménage : 2 €. Quinze kilos de fruits et légumes achetés au souk, tout frais cueillis : 7,50 €. Deux repas complets, vin compris, dans un vrai restaurant : 15 €. Une aide à domicile pour les personnes âgées : 250 € par mois, sachant que le salaire minimum marocain est de 220 € par mois, sans charges pour l'employeur ni couverture sociale pour l'employé. Seules les voitures et —>

2 000 EUROS DE RETRAITE À DEUX SUFFISENT POUR VIVRE COMME DES ROIS



L'islamisation du Maghreb : une source d'inquiétude mais pas de panique.

→ l'électronique coûtent plus cher, environ 25 % de plus qu'en France, « même quand le modèle sort d'une usine de Tanger ! ».

Bref, avec 2 000 € de revenus par mois – exonérés d'impôts à 80 % si cette somme a été virée sur un compte marocain et effectivement dépensée au Maroc –, un couple de retraités français fait déjà partie ici des plus aisés de sa communauté ; il peut même s'adonner au golf, à la chasse, au tennis ou à la plaisance pour dix à vingt fois moins cher qu'en France. Beaucoup vivent donc avec cette somme, même si certains disposent manifestement de bien davantage ; sauf que ceux-là ont tous refusé de nous détailler leur budget, paniqués à l'idée que le fisc français (ou marocain, car il semblerait que la plupart d'entre eux trichent aussi sur le montant des revenus qu'ils déclarent ici) puisse mettre le nez dans leurs avoirs ou leurs affaires.

Rien à voir, de ce point de vue là, avec la situation au Portugal, où les pratiques et les règles ont le mérite d'être transparentes ; surtout depuis l'entrée en vigueur, en mars 2013, d'une exonération fiscale de dix ans pour les expatriés qui obtiennent le statut de résident. Nul besoin d'acheter une maison pour cela, il suffit d'une adresse locale, d'un numéro d'identité fiscal (délivré en une heure avec l'aide d'un avocat local dont le recrutement est fortement conseillé ; moins de 1 000 € pour l'ensemble des démarches) et de séjourner dans ce pays plus de 183 jours par an. Compter ensuite une moyenne de neuf mois de tracasseries administratives « mais avec l'avantage que les fonctionnaires sont d'une gentillesse et d'une serviabilité incroyables ». Florence, 72 ans, a même eu affaire à une guichetière qui l'a embrassée en lui remettant sa carte de résidente et

elle raconte en avoir entendu une autre, à la sécurité sociale, dire à une retraitée française : « Bienvenue au Portugal ! Merci d'être venue pour nous aider. »

Ainsi qu'ils s'en réjouissent tous, « cela change de la France ! ». Ça, et beaucoup d'autres choses encore, dont le fait de ne plus avoir à endurer « le climat détestable d'assistanat généralisé et de harcèlement, fiscal et moral, contre ceux qui bossent douze heures par jour et créent des emplois », que presque tous nos interlocuteurs ont dénoncé comme l'une des principales raisons de leur départ... y compris les plus modestes d'entre eux ! Hervé et Françoise, 72 et 66 ans, ont ainsi décidé de partir en janvier de cette année après avoir constaté, effarés, que le montant du prélèvement pour leur impôt sur le revenu venait de passer à 500 € par mois, alors que leurs deux retraites n'avaient pas augmenté d'un seul euro : « On s'est pincés pour le croire ! » Même réaction chez Jean-Louis, un médecin de 60 ans qui voulait continuer à exercer, mais qui a tout lâché quand il a constaté que ses impôts avaient grossi en 2014 de 6 000 €, à chiffre d'affaires constant. « Il a fermé son cabinet, remercié sa clientèle, envoyé son matériel au Burkina Faso, et il est venu s'installer ici. Depuis, il est au comble du bonheur », raconte l'une de ses nouvelles voisines françaises, Marie-Claude, qui trouve quand même cette histoire « très triste ».

Installée depuis près de dix ans au Portugal, Marie-Claude habite une belle villa dans un lotissement résidentiel de Portimão, au sud du pays, dotée d'une piscine et d'un jardin splendide embaumé par le parfum subtil et sucré des orangers en fleur. Elle n'a pas fait une bonne affaire avec cette propriété, achetée 600 000 € avant la crise immobilière et qui n'en vaut plus que 450 000 aujourd'hui, mais il en faudrait davantage pour entamer sa joie de vivre : « Nous sommes extraordinairement heureux ici. D'autant que nos amis et nos

DIX ANS SANS IMPÔTS AU PORTUGAL : 20 000 FRANÇAIS ATTIRÉS EN DEUX ANS



Françoise, 66 ans, est épatée par la façon dont les seniors sont traités au Portugal.



Il n'y a pas que les impôts : Marie-Claude et Chantal apprécient surtout la gentillesse et le civisme des Portugais.

→ *enfants nous rendent visite sans arrêt !* » Avec son mari Patrick, ils sont d'ailleurs en train de faire agrandir leur terrasse couverte : encore une dépense de 15 000 € qui ne profitera pas aux entreprises du bâtiment françaises...

Une perte sèche pour la croissance économique française, sans même parler du manque à gagner pour le fisc, qui peut largement dépasser 100 000 € par an pour les expatriés les plus riches, entre l'impôt sur la fortune et le prélèvement de 60 % sur les valeurs mobilières que l'Etat ne perçoit plus. D'où l'intérêt qu'il y aurait à mesurer correctement l'exode de nos têtes grises, ne serait-ce que pour tenter d'agir sur ses causes. Mais le moins que l'on puisse dire est que le ministère des Finances ne tient pas vraiment à communiquer sur ce sujet. En dépit de demandes réitérées, nous n'avons pas pu avoir accès au seul chiffre qui vaille : celui des inscriptions au centre des impôts des Français résidents à l'étranger, puisque cette ins-

cription est obligatoire – qu'on paie des impôts en France, ou pas – alors qu'elle ne l'est pas dans les consulats. A force d'insister, nous n'avons obtenu qu'un refus poli de Bercy, nous précisant que ce chiffre et son évolution depuis 2012 « relèvent tous les deux du secret professionnel ». Sans rire...

Même échec du côté des caisses de retraite. On a beau connaître le nombre de pensions (1,6 million en 2012) versées à des retraités français expatriés, cela ne permet pas d'en déduire leur nombre à eux, puisque certains (les polypensionnés) perçoivent plusieurs pensions, tandis que d'autres continuent à faire verser la leur sur un compte en France alors qu'ils résident à l'étranger. Ce qui signifie que bon nombre de retraités qui ne vivent plus en France sont comptés plusieurs fois par les caisses, et d'autres, pas du tout !

Ne reste donc que le terrain pour mesurer le phénomène et là, il saute aux yeux. Par exemple en Thaïlande, où tout un réseau de dispensaires et de cliniques destinés aux retraités français vient d'être achevé, preuve qu'ils y sont beaucoup plus nombreux que ceux inscrits au consulat. Ou bien au Portugal, où c'est l'immobilier qui fait foi, boosté par la multiplication par dix en moins de deux ans du nombre de Français ayant obtenu le statut de résident : après avoir beaucoup baissé suite à l'implosion de la bulle immobilière, les prix sont en train d'y remonter à toute allure. En 2011, on pouvait encore acheter un hôtel particulier délabré dans les quartiers historiques de Lisbonne pour moins de 1 million d'euros (plus autant pour les travaux) ; alors qu'aujourd'hui, le même vaut 3 millions et, s'il est « en état correct », 4 millions*.

Autres indicateurs, franco-français cette fois, la multiplication des « salons immobiliers pour l'expatriation des seniors » et le succès du site Retraite-étranger.fr, créé il y a cinq ans par un commercial globe-trotter lillois lui-même re-

EUROPÉEN ET CHRÉTIEN, LE PORTUGAL A PLUS D'UN ATOUT POUR LES FRANÇAIS



Promenade à Portimão, au sud du Portugal : une qualité de vie flagrante, pour 25 % moins cher qu'en France.

→ traité, Paul Delahoutre : plus de 500 connexions par jour et 10 000 abonnés, attirés par les nombreuses informations pratiques que donne ce site, ainsi que par son palmarès et son guide des destinations les plus prisées du moment, réactualisé deux fois par an.

Le conseil de Paul Delahoutre aux candidats à l'expatriation ? « Il ne faut surtout pas que le coût de la vie – impôts compris – soit la seule motivation. Le goût de la découverte, voire de l'aventure, doit être de la partie. Il faut aussi que ce départ permette de réaliser un ou plusieurs rêves inatteignables en France, comme s'acheter une maison en bord de mer ou s'offrir une aide-ménagère. Le troisième impératif est de tester son choix en passant au moins trois mois en location sur place – ou mieux encore, un an, afin d'y expérimenter toutes les saisons – en vivant autant que possible comme les autochtones. Il n'y a que de cette façon qu'on pourra dépasser le piège du "coup de cœur" pour un pays et découvrir si ses avantages compensent ses manques. Parce que des manques, ne vous y trompez surtout pas, il y en aura fatalement. »

Dernière recommandation : arrêter de croire qu'une telle aventure convient à tout le monde, même si plus d'un Français sur cinq déclare « l'envisager » dans les différents sondages qui mesurent régulièrement leur envie d'expatriation, une fois sonnée l'heure de la retraite. Il est notamment conseillé d'y renoncer si l'on est très attaché à ses amis, à ses enfants ou à ses vieux parents. Idem pour les candidats de santé fragile car on est évidemment mieux soigné en France, plus vite et pour moins cher, qu'au Sénégal ou en Grèce. Mais force est de constater que ces deux obstacles traditionnels à l'éloignement sont de moins en moins réducteurs, la multiplication des liaisons aériennes à bas coût et les communications audiovisuelles par internet ayant



Certains, comme ce couple d'anciens cadres, estiment avoir été « chassés de France par le fisc et le climat antiriches ».

beaucoup réduit leur poids. Tandis qu'à l'inverse, l'inquiétude des Français sur l'avenir de leurs retraites ne les a jamais autant incités à s'installer dans des pays où ils espèrent maintenir leur qualité de vie. Bruno, 53 ans, rencontré à Agadir, est exactement dans ce cas de figure. Bien qu'encore jeune quinquagénaire, il n'a pas hésité à acheter un appartement en front de plage, qu'il rentabilise en y passant toutes les vacances scolaires. Et, quand on lui demande si un tel investissement dans un pays comme le Maroc n'est pas un peu risqué, il rétorque : « Aujourd'hui, la retraite, c'est la moitié de mon salaire. Dans dix ans, quand je prendrai la mienne, ce sera quoi ? Un tiers ? »

■ VÉRONIQUE GROUSSET

* A noter dans cette catégorie de « petits palais lisboètes », une toute nouvelle adresse de chambres d'hôtes superbes, récemment ouvertes dans le quartier historique de Lisbonne par un couple de Français féru d'art : www.palaceteangeja.com

LEUR NOMBRE EST UN SECRET D'ÉTAT QUI TÉMOIGNE D'UN PROFOND MALAISE